



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE d'INDRE-ET-LOIRE

Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement Centre

Parçay-Meslay, le

8 03 2012

Unité territoriale d'Indre et Loire

Monsieur le Préfet d'Indre-et-Loire

Bureau de l'Aménagement du Territoire  
et des Installations Classées

37925 TOURS Cedex 9

A l'attention de Madame SASSANO

Référence : RAP AUTO 09.01.2012 / MG

Affaire suivie par :

Affaire vérifiée par :

Maud.goblet@developpement-durable.gouv.fr

Tél. 02 47 46 49 20 – Fax : 02 47 44 63 89

Courriel : ut37@developpement-durable.gouv.fr

Objet : Société SKF – Saint-Cyr-sur-Loire  
Dossier de demande d'autorisation

**Rapport de l'Inspection des Installations Classées  
à  
Monsieur le Préfet d'Indre-et-Loire**

Par lettre en date du 07 février 2011 Monsieur [REDACTED], agissant en qualité de Directeur d'Etablissement de la Société SKF, dont le siège social est actuellement situé 30-32 avenue des Trois Peuples sur la commune de Montigny-le-Bretonneux (78180), sollicite l'autorisation d'exploiter un établissement de fabrication de roulements à billes sis 204 boulevard Charles de Gaulle sur la commune de Saint-Cyr-sur-Loire (37542), parcelles cadastrées n°1 section AP, n°85 section B1, n° 383 section B0 dans le cadre de la régularisation de la situation administratives de ses activités.

A cet effet, un dossier, auquel ont été annexées notamment une étude d'impact et une étude de dangers, a été déposé le 26 septembre 2008 complété les 15 octobre 2009, 15 janvier 2010 et 14 février 2011.

Ce dossier a été jugé recevable par l'inspection des installations classées le 13 mai 2011.

**I. OBJET DE LA DEMANDE**

**1. Nature et volumes des activités**

Les installations projetées relèvent du régime de l'autorisation prévue à l'article L. 512-1 du Code de l'Environnement, au titre des rubriques listées dans le tableau figurant en annexe 1.

## 2. Présentation de l'établissement

La société SKF est le premier fournisseur mondial de produits, de solutions et de services sur les marchés des roulements, des solutions d'étanchéité, de la mécatronique, des services et des systèmes de lubrification. Le groupe comporte 110 sites de production dans 28 pays et emploie 42 888 employés.

Depuis 1938, l'usine SKF de Saint-Cyr-sur-Loire, assure la fabrication de roulements à billes destinés à diverses applications (automobile, électroménager, etc. ...). L'usine fonctionne 24 heures sur 24, 7 jours sur 7. Elle emploie 1350 personnes sur le site de Saint-Cyr-sur-Loire. En 2011, 44 447 173 roulements ont été fabriqués.

L'établissement est certifié ISO 14001 pour la gestion des aspects environnementaux, et OHSAS 18001 pour la santé et la sécurité professionnelle.

Les installations sont implantées sur d'anciens terrains agricoles, le site couvrant une superficie de 296 000 m<sup>2</sup> (dont 79 000 m<sup>2</sup> de bâtiments) – se référer au plan de situation en annexe 2.

Le centre ville de Saint-Cyr-sur-Loire est à 2 km, des habitations étant en périphérie immédiate des limites Nord, Ouest et Sud du site. Dans un rayon de 100 m, on recense de nombreux établissements, certains étant sensibles (écoles, commerces, etc.).

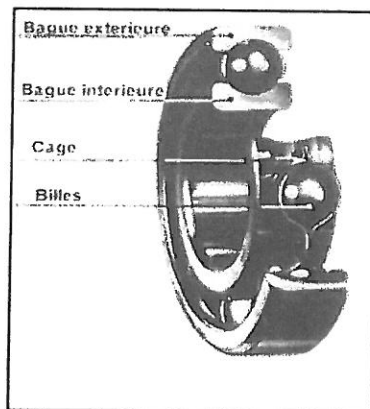
## 3. Synoptique de fabrication

Le roulement est un organe de transmission entre deux pièces en rotation l'une par rapport à l'autre avec un minimum de frottement.

Un roulement à billes se présente sous la forme de deux bagues coaxiales entre lesquelles sont placées des billes, légèrement lubrifiées, et maintenues espacées par une cage.

Le synoptique de fabrication est le suivant.

- a) Fabrication des bagues intérieures et extérieures
  - Usinage par tournage à partir de bagues forgées ou de tubes ;
  - Trempe et revenu pour acquérir la dureté et la résistance appropriée ;
  - Rectifications des différentes faces pour obtenir les dimensions requises ;
  - Rodage des gorges ;
  - Lavage des bagues.
- b) Fabrication des cages
  - Découpe des feuillets (minces lamelles d'acier) aux dimensions requises ;
  - Pliage ;
  - Formage ;
  - Poinçonnage des trous de rivets ;
  - Ebavurage ;
  - Séchage ;
  - Nettoyage ;
  - Application d'un produit hydrophobe.
- c) Assemblage des bagues, cages et billes (non fabriquées sur le site de Saint-Cyr-sur-Loire).



Ces différentes étapes de fabrication justifient les rubriques de classement au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et présentées au point I.1.

#### **4. Présentation de la demande et cadre administratif de l'instruction**

Par arrêté préfectoral n°16009 du 06 décembre 2001, la société SKF a été autorisée à poursuivre ses activités, notamment au titre de la rubrique n° 2565.2.a : " *Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces (métaux, matières plastiques, semi-conducteurs, etc.) par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visés par la rubrique 2564, procédés utilisant des liquides (sans mise en œuvre de cadmium, et à l'exclusion de la vibro-abrasion), le volume des cuves de traitement de mise en œuvre étant supérieur à 1 500 litres* ", pour un volume de 9000 litres.

Compte tenu des évolutions survenues, notamment de par la substitution de l'utilisation du White Spirit par des produits lessiviels, le volume des cuves de nettoyage est désormais de 51581 litres. De fait, cette activité relève de la rubrique IPPC<sup>1</sup> 2.6 intitulée « *Installations de traitement de surface de métaux et matières plastiques utilisant un procédé électrolytique ou chimique, lorsque le volume des cuves affectées au traitement mis en œuvre est supérieur à 30 m<sup>3</sup>* ».

Au regard de l'arrêté du 15 décembre 2009 qui fixe certains seuils et critères mentionnés à l'article R. 512-33 du code de l'environnement, il apparaît que cette évolution est substantielle. En effet, selon l'annexe III de l'arrêté susmentionnée, pour qu'une modification soit substantielle, au titre de la rubrique 2565 (Revêtement métallique ou traitement de surfaces par voie électrolytique ou chimique) de la nomenclature des Installations Classées, il faut que l'augmentation du volume des cuves affectées au traitement mises en œuvre soit supérieure à 30 m<sup>3</sup>.

Par conséquent, l'exploitant a été conduit à déposer un dossier de demande d'autorisation de régularisation de la situation administrative de ses installations.

## **II. PROCÉDURE D'INSTRUCTION**

### **1. Avis de l'autorité environnementale**

L'autorité environnementale a émis le 12 juillet 2011 un avis sur le dossier de demande d'autorisation d'exploiter. Cet avis a été joint au dossier lors de l'enquête publique. Cet avis de l'autorité environnementale a conclu que :

- Le contenu de l'étude d'impact et de l'étude des dangers est en relation avec l'importance des effets et des risques engendrés par les installations, compte tenu de son environnement.
- Le dossier prend bien en compte les incidences directes, indirectes, permanentes ou temporaires du fonctionnement des installations sur l'environnement sur l'ensemble des enjeux environnementaux identifiés.
- Par ailleurs, au vu des impacts réels ou potentiels présentés, l'étude présente de manière détaillée les mesures pour supprimer et réduire les incidences du fonctionnement des installations. Ces mesures sont cohérentes avec l'analyse des enjeux environnementaux et les effets potentiels associés.

### **2. Enquête publique**

Elle s'est déroulée du 17 octobre au 14 novembre 2011 inclus. Le registre d'enquête fait uniquement valoir une lettre d'une personne riveraine. Les commentaires portent sur les nuisances sonores et l'éclairage des lettres situées sur le château d'eau.

---

<sup>1</sup> Directive Européenne n° 96/61/CE du 24 septembre 1996 (Directive IPPC) abrogée et remplacée par celle n° 2008/1/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 janvier 2008, puis par la Directive sur les Emissions Industrielles n°2010/75/EU du 24 novembre 2010 . L'objectif est de parvenir à un niveau élevé de protection de l'environnement, notamment par la prise en compte des Meilleures Technologies Disponibles (MTD), décrites dans les documents « BREF ».

Les réponses du pétitionnaire sur ces points sont développées au paragraphe II.7.

### **3. Avis du commissaire enquêteur**

Le commissaire enquêteur a, dans ses conclusions, le 14 décembre 2011 émis **un avis favorable** à la demande du pétitionnaire, sous réserve que les travaux d'amélioration en projet soient poursuivis.

### **4. Avis des conseils municipaux**

- SAINT-CYR-SUR-LOIRE – séance du 21 novembre 2011 : avis favorable ;
- FONDETTES – séance du 26 septembre 2011 : avis favorable ;
- LA MEMBROLLE-SUR-CHOISILLE – séance du 21 novembre 2011 : avis favorable ;
- LA RICHE – courrier du 02 février 2012 : pas de délibération ;
- TOURS : avis non reçu ;

### **5. Avis des services consultés**

- Service Interministériel de Défense et de Protection Civile - Avis du 07 novembre 2011

Ce service n'a pas d'observations à formuler mais signale que la commune est concernée par un plan de prévention du risque inondation et de mouvement de terrain.

- Agence Régionale de Santé - Avis du 08 novembre 2011

Ce service indique qu'il souhaite être destinataire du nouveau rapport de l'étude acoustique après mise en place des mesures envisagées pour respecter les niveaux sonores et émergences réglementaires.

Il souligne que :

- l'alimentation en eau potable, par forage, des personnes travaillant sur site doit faire l'objet d'une autorisation au titre du Code de la Santé et qu'à défaut les réseaux doivent être distincts,
- l'ancien forage doit être condamné dans les règles de l'art,
- le château d'eau doit subir un entretien complet a minima une fois par an,
- l'exploitation des tours aéroréfrigérantes doit répondre aux exigences de l'arrêté ministériel du 13 décembre 2004 relatif aux installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air soumises à déclaration au titre de la rubrique 2921.

Ce qui a trait au forage est abordé au point III.1 du présent rapport.

- Service Territorial de l'Architecture et du Patrimoine d'Indre-et-Loire - Avis du 26 septembre 2011

Ce Service émet un avis favorable.

- Institut National de l'Origine et de la Qualité

Ce service n'a pas formulé d'avis.

- Service Départemental d'Incendie et de Secours – Avis du 18 octobre 2011

Ce service précise que les effets des scénarii liés au projet ne sortent pas des limites de propriété de l'établissement. Il relève également que les ressources en eau en cas d'incendie sont de 1520 m<sup>3</sup> pour un besoin de 1480 m<sup>3</sup>.

Les préconisations du SDIS sont :

1. Désenfumer le bâtiment n°7 au moyen d'exutoires conformes ;

2. Asservir le désenfumage à la détection incendie dans les bâtiments n°17 et n°17A et alimenter les installations de désenfumage par une source d'alimentation électrique de sécurité ;
3. Éloigner à une distance de 10 m au moins le stockage de palettes existant à proximité du bâtiment n°7 ;
4. Désenfumer chaque escalier desservant le 1<sup>er</sup> étage du bâtiment n°3, au moyen d'une surface géométrique de 1m<sup>2</sup> en partie haute de la cage et d'une amenée d'air de surface égale en partie basse ; le dispositif de commande devant être situé en bas de la cage d'escalier.

Le SDIS souligne également que le non-recoupement des volumes intérieurs des bâtiments n°17 et n°17A est de nature à favoriser le développement et la propagation d'un incendie, aggravant ainsi les conséquences d'un éventuel sinistre et entraînant inévitablement des difficultés opérationnelles pour les services d'incendie et de secours.

- Direction Départementale des Territoires - Avis du 28 novembre 2011

Ce service émet un avis favorable au projet, en soulignant qu'il serait intéressant de bénéficier des résultats des mesures de bruit réalisées à l'issue du plan d'actions entériné fin 2010.

- Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle

Ce service n'a pas formulé d'avis.

## **6. Autres avis**

Conformément à l'article R. 512-24 du Code de l'Environnement, le CHSCT de SKF a émis un avis sur le dossier de demande d'autorisation dans sa séance du 07 octobre 2009. Celui-ci est favorable.

## **7. Réponse apportée par le pétitionnaire**

En réponse à la personne riveraine, dans son courrier du 1<sup>er</sup> décembre 2011, l'exploitant confirme que les enseignes lumineuses de SKF situées sur le château d'eau sont définitivement éteintes. Pour ce qui est des nuisances sonores, il précise que l'émergence mesurée en 2010 en ce point est conforme, mais qu'une rencontre sera organisée avec une personne du service environnement de l'entreprise afin de pouvoir déterminer la source de ces nuisances.

Pour ce qui est des préconisations du SDIS, l'exploitant s'est engagé à les mettre en œuvre, à l'exception de l'asservissement du désenfumage à la détection incendie dans les bâtiments n°17 et n°17A. En effet, dans son courrier du 07 mars 2012, il s'inquiète des détections intempestives qui pourraient survenir eu égard au process de fabrication, et préfère maintenir le déclenchement manuel du désenfumage couplé à une levée de doute par les équipiers de sondes intervention (présence en permanence).

## **III. MESURES PRISES POUR PRESERVER L'ENVIRONNEMENT DU SITE**

### **1. Prélèvements et usages de l'eau**

#### **a) Contexte**

Les installations de traitement de surfaces sont fortement consommatrices d'eau. Pour son process de fabrication, l'exploitant utilise l'eau captée par le biais d'un forage dans les sables et les grès du Cénomanien (169 m), exécuté en 1953.

En 2010, 78 407 m<sup>3</sup> ont été prélevés, très en deçà du seuil autorisé de 130 000 m<sup>3</sup>.

Les différents postes consommateurs d'eau sont :

- les tours aéroréfrigérantes (52%) ;
- les sanitaires (27,5%) ;
- les équipements de production et le lavage des sols (20,5%).

Or le dossier de demande d'autorisation susmentionné met en évidence la vétusté du forage au Cénomanien (présence de fissures, de sédiments au fond du tubage, mise en communication des nappes du Turonien et du Cénomanien), pour lequel l'inspection des installations classées a demandé d'étudier et de chiffrer les possibilités de rénovation de l'ouvrage existant, mais aussi les solutions alternatives d'alimentation en eau (forage au Séno -Turonien compte tenu du fait que le Cénomanien est une nappe à réserver à l'alimentation en eau potable, alimentation par le réseau communal, couplage de ces 2 alternatives, etc...), y compris le rebouchage dans les règles de l'art du forage actuel s'il ne devait plus être exploité.

b) Etude relative au forage / Bureau d'études eaux et Industries

L'étude, transmise le 10 novembre 2010 à l'inspection des installations classées, a consisté en un diagnostic de l'ouvrage avec vidéo inspection et diagraphies et en une étude faisabilité pour la recherche d'une autre source d'approvisionnement en eau.

L'inspection vidéo a confirmé la mise en communication des nappes du Cénomanien et du Turonien, à la création de l'ouvrage, et la détérioration importante de l'ouvrage :

- phénomènes de desquamation dus à la corrosion, colmatage des crépines (ce que l'on pensait être des fissures du tubage s'avère en réalité être des arrivées d'eau parasites, ponctuelles, tant les crépines sont colmatées) ;
- les crépines ne sont plus visibles, fond de l'ouvrage identifié à 147,2 m soit 20 m de remblais en fond d'ouvrage (probable rupture de crépine avec invasion par les sables du Cénomanien + accumulation des résidus de la corrosion donc perte de la capacité filtrante au niveau du Cénomanien).

On note également que la majeure partie de l'approvisionnement en eau se fait au niveau de l'espace annulaire au niveau du toit du Cénomanien (60 à 70%).

De ce qui précède, l'exploitant s'est engagé dans son dossier de demande d'autorisation à implanter un nouveau forage, dans le Turonien.

Ses caractéristiques sont les suivantes :

- Débit instantané global moyen : 15 m<sup>3</sup>/h (20 m<sup>3</sup>/h en pointe) ;
- Volume de prélèvement : 90 000 m<sup>3</sup>/an ;
- Profondeur : 100 m.

Parallèlement à la mise en service de cet ouvrage, le forage actuel sera rebouché dans les règles de l'art (isolement des deux aquifères captés par la mise en place d'un bouchon de ciment ; comblement par du gravier siliceux propre au droit de ces zones ; pose de mortier en partie supérieure ; arasement des tubes en surface et mise en place d'une dalle béton).

c) Dossier de demande d'autorisation au titre du code de la santé publique du 21 novembre 2011

Le dossier transmis le 21 novembre 2011, élaboré par le bureau d'études Eau et Industrie fait un compte rendu technique des travaux entrepris et des essais de pompage. Il est établi au titre des installations classées pour la rubrique 1.1.2.0.2° de la Loi sur l'Eau (prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume total prélevé étant supérieur à 10 000 m<sup>3</sup>/an mais inférieur à 200 000 m<sup>3</sup>/an), en régime déclaratif, rubrique dont la société SKF est déjà titulaire par le biais de son arrêté d'autorisation du 06 décembre 2001 à hauteur de 130 000 m<sup>3</sup>/an.

Toutefois, il est également établi au titre du Code de la Santé Publique, l'eau captée étant également utilisée à des fins sanitaires (toilettes, douches, à hauteur de 30% environ de la consommation annuelle globale). Bien que cet usage soit soumis à autorisation, cela ne nécessite pas d'enquête publique mais une consultation de l'hydrogéologue agréé et une présentation devant les membres du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques.



- Compte rendu des travaux entrepris

Le nouveau forage a été implanté dans l'enceinte de l'établissement à proximité du château d'eau (cf. plan en annexe 3). Sa coupe technique est présentée en annexe 4.

Il est équipé d'une tête de puits étanche, cimentée ; il est protégé par un regard en béton fermé avec capot métallique cadenassé et son tubage est surélevé de 45 cm. L'exploitant a prévu l'implantation d'une clôture en son pourtour.

Des essais de pompage ont été menés afin de définir les caractéristiques hydrogéologiques de l'ouvrage et de l'aquifère capté (essais par paliers de débits croissants et essais longue durée).

Le débit spécifique moyen de l'ouvrage est de  $1,6 \text{ m}^3/\text{h}/\text{m}$  (faible productivité, commune dans le secteur). Le forage pourra être exploité à un débit de  $18 \text{ m}^3/\text{h}$  dans des conditions hydrodynamiques satisfaisantes.

L'essai longue durée a été réalisé sur 4 jours à un débit moyen de  $18,5 \text{ m}^3/\text{h}$ . Le rabattement maximal obtenu est de 12,8 m. Cet essai indique un débit spécifique moyen de l'ouvrage de  $1,4 \text{ m}^3/\text{h}/\text{m}$ . L'ouvrage est donc apte à supporter un prélèvement moyen de  $15 \text{ m}^3/\text{h}$ , induisant un rabattement de 10,5 m, soit un niveau dynamique à - 45 m sol.

En cas d'arrêt du forage ou de l'unité de traitement présentée ci-dessous, le réseau d'eau de ville peut être utilisé pour alimenter le site à des fins industrielles.

- Qualité de l'eau brute

Un prélèvement a été effectué après 72 heures de pompage continu, le 15 septembre 2011 et des analyses ont été menées en référence à l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualités des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine.

Pour l'ensemble des paramètres étudiés, l'eau brute présente des concentrations conformes aux valeurs limites de référence, à l'exception du fer (teneur de  $338 \text{ } \mu\text{g}/\text{l}$  pour  $0,2 \text{ } \mu\text{g}/\text{l}$ ). On distingue également la présence de micro-organismes revivifiables (teneur supérieure à 300 U/ml).

L'exploitant a donc prévu la mise en œuvre d'une unité de traitement (oxydation du fer par injection d'air stérile, passage au travers de 3 filtres à sable avec un lavage automatique – les eaux de lavage seront renvoyées vers le réseau eaux usées du site) et une désinfection par injection d'eau de javel avant stockage dans le château d'eau.

- Avis et propositions de l'Agence Régionale de Santé - 15 janvier 2012

L'ARS a fait part de son avis favorable en proposant les prescriptions techniques, reprises dans le projet d'arrêté ci-joint, relatives notamment :

- Aux périmètres de protection de l'ouvrage (périmètre rapproché et éloigné) ;
- Au traitement du fer contenu dans l'eau captée ;
- Au suivi qualitatif et quantitatif de l'eau prélevée.

**2. Traitement des eaux usées**

Une station d'épuration interne traite les effluents industriels (eaux de lavage des sols, vidanges des baignoires...) mais aussi les eaux vannes de l'établissement, avant rejet au réseau eaux usées communal dans le cadre d'une autorisation de déversement.

Le traitement des effluents est de type physico-chimique :

- Neutralisation par ajout d'acide chlorhydrique ;
- Coagulation par ajout de chlorure ferrique ;
- Floculation par ajout de polymère ;
- Clarification ;
- Récupération des boues et pressage avant élimination ;
- Rejet de l'eau clarifiée au réseau communal.

L'installation est munie d'un canal de mesures, comportant un débitmètre et un pHmètre pour une mesure en continu, et couplé à un échantillonneur permettant la prise d'un échantillon moyen sur 24h.

Dans le cadre d'une étude des usages de l'eau et du traitement des effluents résultants, différentes actions ont été identifiées :

- une modernisation de la station de traitement (remplacement du décanteur par un flottateur adapté aux effluents huileux, création d'un bassin de stockage amont à des fins de décantation des effluents, remplacement de l'agitateur, fiabilisation de l'étape de conditionnement des boues, création d'un bassin de stockage en cas d'effluents non-conformes...),
- mise en rejet 0 de plusieurs postes de travail, avec évacuation des effluents en tant que déchets (postes de tribofinition, machines à laver du bâtiment 14...),
- amélioration de la gestion des eaux pluviales potentiellement souillées,
- diagnostic complet sur le fonctionnement des tours aéroréfrigérantes en vue d'identifier des axes de progrès (la solution alternative serait le remplacement des tours par des groupes froids mais les consommations énergétiques engendrées ne sont pas satisfaisantes dans le cadre d'un bilan environnemental global).

Une priorisation des travaux a été proposée dans le dossier de demande d'autorisation (réalisation sur 2012/2013 pour un coût de 1 M€). Ces actions sont reprises dans le projet de prescriptions ci-joint.

#### ◆ Performances épuratoires

En 2011, dans le cadre de son autosurveillance, les résultats transmis à l'inspection des installations classées, montrent le respect des valeurs limites d'émission applicables et calées avec le gestionnaire de réseau (autorisation et convention de déversement du 17 mai 2011) :

<i>Paramètre</i>	<i>Concentration moyenne journalière (mg/L)</i>	<i>Condition sur le flux (g/j)</i>	<i>Valeurs Limites de flux journalier (g/j)</i>	<i>Concentration maximale autorisée 10% du temps (mg/L)</i>
<i>Fe</i>	5	10	2 500	10
<i>MES</i>	500	-	250 000	700
<i>Nitrites</i>	1	-	500	2
<i>Azote global</i>	150	50 000	75 000	225
<i>Phosphore</i>	25	100	12 500	35
<i>DCO</i>	1000	-	500 000	1500
<i>HC totaux</i>	5	-	2 500	10

En outre, la consommation spécifique de SKF est de 4,3 l/m<sup>2</sup>/fonction de rinçage, conforme au seuil réglementaire de 8 (arrêté ministériel du 30/06/2006 relatif aux installations de traitement de surfaces).

#### ◆ Action de Réduction des Substances Dangereuses dans l'Eau (RSDE)

Suite à l'adoption de la directive cadre sur l'eau (DCE) n° 2000/60/CE du 23 octobre 2000, le ministère en charge de l'environnement a mis en œuvre une action nationale de recherche et de réduction des rejets de substances dangereuses dans l'eau par les installations classées (RSDE). La première phase de cette action nationale était présentée dans la circulaire DPPR/DE du 4 février 2002. Une circulaire du 5 janvier 2009 fixe les modalités de mise en œuvre de la deuxième phase de cette action.

En application de cette circulaire du 5 janvier 2009, la phase de surveillance initiale, composée de 6 campagnes d'analyses de la qualité des eaux rejetées, a été prescrite à l'exploitant par



arrêté préfectoral complémentaire n°18684 du 20 novembre 2009. De cette surveillance, au regard des critères de lecture précisés par la Direction Générale de la Prévention des Risques dans note en date du 27 avril 2011, il n'y a pas de suites particulières à donner à cette action.

### **3. Émissions atmosphériques**

Les effluents rejetés à l'atmosphère sont constitués essentiellement par :

- les rejets des extracteurs au niveau des lignes de fabrication,
- les produits de combustion de chaudières,
- la circulation des véhicules.

Les dernières campagnes de mesures réalisées montrent le respect des valeurs limites réglementaires applicables et reprises dans le projet de prescriptions ci-joint.

Parmi les éléments divers ayant permis à la société SKF de réduire les émissions atmosphériques de ses installations ces dernières années, on note la suppression de l'utilisation du White Spirit au profit d'un produit peu volatil (limitant ainsi fortement les émissions de composés organiques volatils) et difficilement inflammable, la mise en place d'un plan de déplacement entreprise, la suppression des groupes frigorifiques mettant en œuvre des fluides frigorigènes.

#### **▪ Tours aéroréfrigérantes**

Le site est muni de 11 tours aéroréfrigérantes (dont 8 en fonctionnement) de type circuit primaire fermé. Leur suivi est effectué selon les modalités prévues par l'arrêté ministériel du 13 décembre 2004 relatif à la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

### **4. Déchets**

Les déchets générés par les activités sont :

- des déchets industriels non dangereux : cartons, papiers, bois, emballages plastiques, verres ;
- des déchets industriels dangereux : boues de la station de traitement, diluants, solvants, huiles usagées, déchets toxiques en quantité dispersée, etc.

Les déchets sont identifiés, triés et dirigés vers des filières d'élimination adaptées et définies dans le dossier. En outre, deux évaporateurs avec compression mécanique des vapeurs permettent de récupérer les égouttures de la production.

En 2010, environ 1 818 tonnes de déchets dangereux ont été éliminées ainsi que 11 998 tonnes de déchets non dangereux.

### **5. Bruit**

Les sources de bruit sont les ventilateurs, les extracteurs d'air, les groupes froids, les tours de refroidissement, etc.

Lors d'une campagne de mesure de l'impact sonore des installations réalisée à l'été 2010, on relève plusieurs dépassements importants des niveaux sonores autorisés.

En conséquence, l'exploitant a mis en œuvre un plan d'actions :

- Remplacement des moteurs d'extraction existants par des silencieux en toiture du bâtiment de traitement thermique,
- Étude pour la diminution du bruit de l'extraction du bâtiment 1,
- Étude pour la diminution du bruit du groupe froid Aichelin 2

Une nouvelle campagne de mesures des émissions sonores a eu lieu les 05 et 06 mars 2012. En référence au plan en annexe 5, des non-conformités au point 6 de la zone 2 subsistent, bien que les émissions aient diminué : ceci s'explique par le degré d'avancement des travaux

effectués par l'exploitant (attention portée principalement sur les points 3, 4, 5 et travaux non achevés au point 5).

L'exploitant dans son courrier du 08 mars 2012 s'est engagé à poursuivre ce plan d'actions et à procéder à de nouvelles mesures dès qu'il sera achevé.

## **6. Risques**

Les situations de risques identifiées et étudiées dans le dossier de demande d'autorisation sont l'incendie du magasin général, du bâtiment de stockage des matières premières et des stockages extérieurs d'emballages et de palettes.

La matérialisation des effets des phénomènes dangereux maxima et l'estimation de leurs conséquences montrent que les zones de dangers associées restent confinées à l'intérieur des limites de propriété du projet (cf. annexe 6).

En ce qui concerne les moyens de lutte contre l'incendie, l'exploitant dispose :

- d'extincteurs et de robinets d'incendie armés ;
- de 14 poteaux incendie (avec possibilité de se raccorder à 3 poteaux extérieurs) d'un débit moyen de 113 m<sup>3</sup>/h ;
- d'une réserve d'eau constituée par un château d'eau (400 m<sup>3</sup>), une citerne ( 400 m<sup>3</sup>), une bâche (300 m<sup>3</sup>) et avec réalimentation par du forage au Turonien ou le réseau d'eau de ville ;

soit un volume d'eau global de 1520 m<sup>3</sup> pour un besoin de 1480 m<sup>3</sup>.

Pour ce qui est de la récupération des eaux d'extinction d'incendie, l'exploitant dispose d'un volume global de rétention correctement dimensionné (sous-sol des bâtiments de production, rétentions de différentes cuves, possibilité d'obturer le réseau d'eaux pluviales, arrêt des pompes de relevage de la station de traitement des effluents industriels et sanitaires).

## **IV. AVIS DU SERVICE INSTRUCTEUR**

L'inspection des installations classées est d'avis que les mesures prises par le pétitionnaire, visant à supprimer ou à réduire au maximum les incidences environnementales du projet, notamment en termes d'émissions aqueuses et de nuisances sonores, sont pertinentes et cohérentes compte tenu des enjeux environnementaux.

De ce fait, l'inspection des installations classées émet un **avis favorable** à la présente demande d'autorisation.

## **V. CONCLUSION ET PROPOSITIONS**

Considérant :

- Les objectifs du SDAGE Loire-Bretagne 2010-2015 qui stipule en son orientation 6-E1 que la nappe du Cénomaniens est à réservée à des fins d'alimentation en eau potable ;
- que l'exploitant a entrepris de substituer au forage actuel, vétuste, mettant les nappes du Cénomaniens et du Turonien en communication, par un forage au Turonien ;
- l'étude relative aux usages de l'eau réalisée par le bureau d'études Optimia, transmise le 10 novembre 2010 à l'inspection des installations classées, et le plan d'actions résultant proposé par l'exploitant dans son dossier de demande d'autorisation susmentionné, afin de moderniser la station de traitement des effluents, de réduire la consommation en eau et d'améliorer la qualité des rejets ;
- les aménagements prévus par l'exploitant pour répondre aux principales préconisations du service départemental d'incendie et de secours, et l'échéancier associé,
- l'engagement de l'exploitant à poursuivre ses efforts en matière de réduction des émissions sonores générées par ses installations ;

En application de l'article R. 512-25 (livre V de la partie réglementaire) du code de l'environnement, le présent rapport ainsi que les propositions du service de l'Inspection des Installations Classées concernant les prescriptions techniques envisagées seront présentés au Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques.

**L'Inspecteur des Installations Classées**

*La Chef de la Subdivision Environnement*

*Risques Chroniques et Déchets*



Maud GOBLET

Vu, adopté et transmis avec avis conforme à Monsieur le Préfet d'Indre-et-Loire - Bureau de l'Environnement et de l'Urbanisme


Parçay-Meslay, le

8 03. 2012

**Pour le Directeur,**

*Le Chef de l'Unité Territoriale*

*d'Indre-et-Loire*



Olivier ROCHE

**Pièces-jointes :**

Annexe 1 : Tableau de classement des activités exercées sur site

Annexe 2 : Plan de situation

Annexe 3 : Implantation du nouveau forage

Annexe 4 : Coupe du nouveau forage

Annexe 5 : Mesures des émissions sonores

Annexe 6 : Flux thermiques générés en cas d'incendie

Annexe 7 : Projet de prescriptions



## ANNEXE 1

Les installations projetées relèvent du régime de l'autorisation prévue à l'article L. 512-1 du Code de l'environnement, au titre des rubriques listées dans le tableau ci-dessous.

	Rubrique	Alinéa	AS,A, DC, D,NC	Libellé de la rubrique (activité)	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume	Unités du volume
Installations à régulariser	1131	2c	D	Emploi ou stockage de substances et préparations toxiques Substances et préparations liquides, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t	Quantité totale susceptible d'être présente	1	Tonnes	8	Tonnes
	1200	2c	D	Emploi ou stockage de substances ou préparations comburantes La quantité totale susceptible d'être présente étant supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 50 t	Quantité totale susceptible d'être présente	2	Tonnes	8	tonnes
	1530	3	D	Dépôts de bois, papier, carton ou matériaux combustibles analogues, le volume stocké étant supérieur à 1 000 m <sup>3</sup> mais inférieur ou égal à 20 000 m <sup>3</sup> .	Volume stocké	1 000	m <sup>3</sup>	1 500	m <sup>3</sup>
	1532	2	D	Dépôt de bois sec ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés, le volume susceptible d'être stocké étant supérieur à 1 000 m <sup>3</sup> mais inférieur ou égal à 20 000 m <sup>3</sup> .	Volume susceptible d'être stocké	1000	m <sup>3</sup>	2 064	m <sup>3</sup>
	2560	-	A	Travail mécanique des métaux, la puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 500 kW	Puissance installée	500	kW	10 084	kW
	2561	-	D	Trempe des métaux et alliages	-	-	-	-	-
	2562	1	A	Traitements industriels par l'intermédiaire de bains de sels fondus, le volume des bains étant supérieur à 500 l	Volume des bains	500	Litres	3 000	Litres
	2564	2	DC	Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces (métaux, matières plastiques, etc.) par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques, le volume total des cuves de traitement étant supérieur à 200 l, mais inférieur ou égal à 1 500 l.	Volume total des cuves de traitement	200	Litres	510	Litres

2565	2a	A	Traitement de surfaces (métaux, matières plastiques, semi-conducteurs, etc.) par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visés par la rubrique 2564 Procédés utilisant des liquides (sans mise en œuvre de cadmium, et à l'exclusion de la vibro-abrasion), le volume total des cuves de traitement étant supérieur à 1500 l	Volume total des cuves de traitement	1 500	litres	51 533	litres
2565	4	DC	Traitement de surfaces (métaux, matières plastiques, semi-conducteurs, etc.) par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visés par la rubrique 2564 Vibro-abrasion, le volume total des cuves de travail étant supérieur à 200 l	Volume total des cuves de travail	200	litres	3 900	litres
2770	2	A	Installation de traitement thermique de déchets dangereux, les déchets destinés à être traités ne contenant pas les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement.	-	-	-	-	-
2910	A.2	DC	Installation de combustion  si la puissance thermique maximale de l'installation est supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW	Puissance thermique maximale	20	MW	14,3	MW
2921	2	D	Installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air Lorsque l'installation est du type « circuit primaire fermé »	Puissance thermique évacuée maximale	-	-	8 290	kW
2925	-	D	Ateliers de charge d'accumulateurs, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW	Puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération	50	kW	236	kW



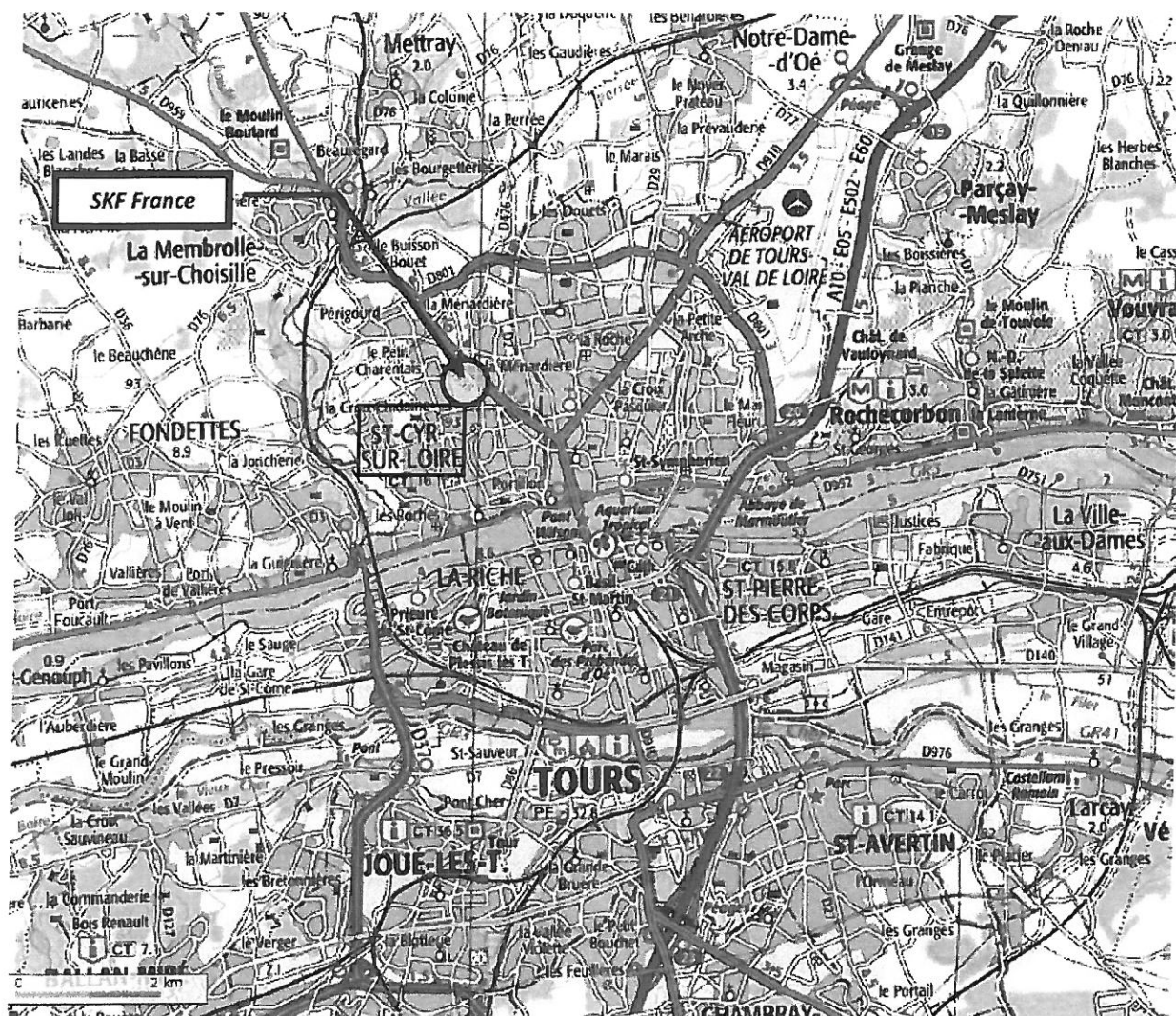
2940	1	DC	<p>Application, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit.</p> <p>Lorsque les produits mis en œuvre sont à base de liquides et lorsque l'application est faite par procédé "au trempé".</p> <p>Si la quantité maximale de produits susceptible d'être présente dans l'installation est supérieure à 100 litres, mais inférieure ou égale à 1000 litres</p>	Quantité maximale de produits susceptible d'être présente dans l'installation	100	litres	821	Litres
2940	2	DC	<p>Application, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit.</p> <p>Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le "trempé"</p> <p>Si la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre est supérieure à 10 kilogrammes/jour, mais inférieure ou égale à 100 kilogrammes/jour</p>	Quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre	10	kg / j	52	kg / j

Pour mémoire les activités suivantes qui seraient classables au titre de la loi sur l'eau si elles étaient exercées seules, en application des articles L. 214-1 et L. 214-7 du Code de l'Environnement, seront réglementées par les prescriptions relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement dont elles dépendent :

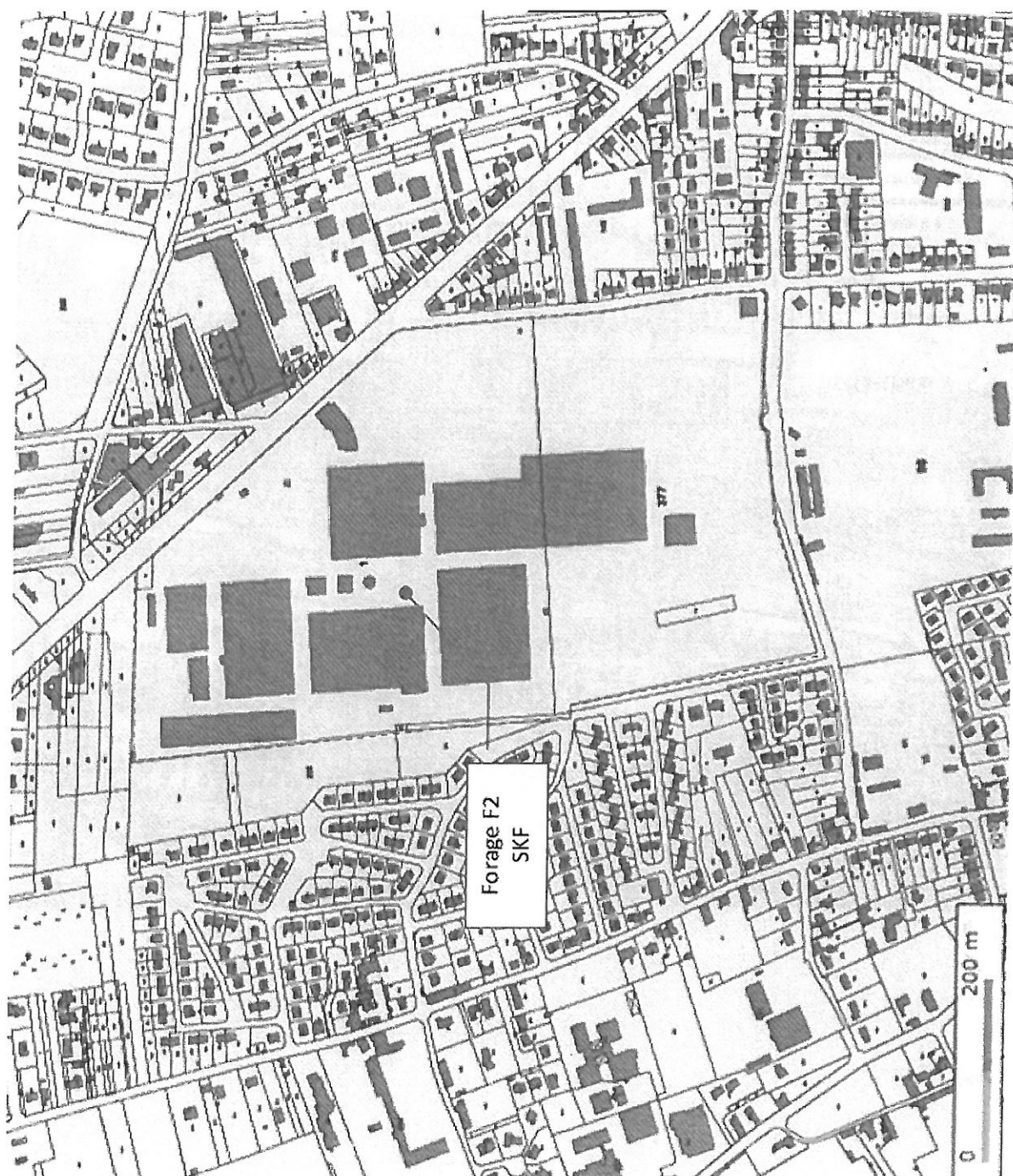
Désignation des activités	Eléments caractéristiques
<p>1.1.2.0 alinéa 2</p> <p>Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume total prélevé étant supérieur à 10 000 m<sup>3</sup> / an mais inférieur à 200 000 m<sup>3</sup> / an</p>	83 859 m <sup>3</sup> en 2010
<p>2.1.5.0 alinéa 2</p> <p>Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha</p>	Surface totale desservie : 14,5 ha



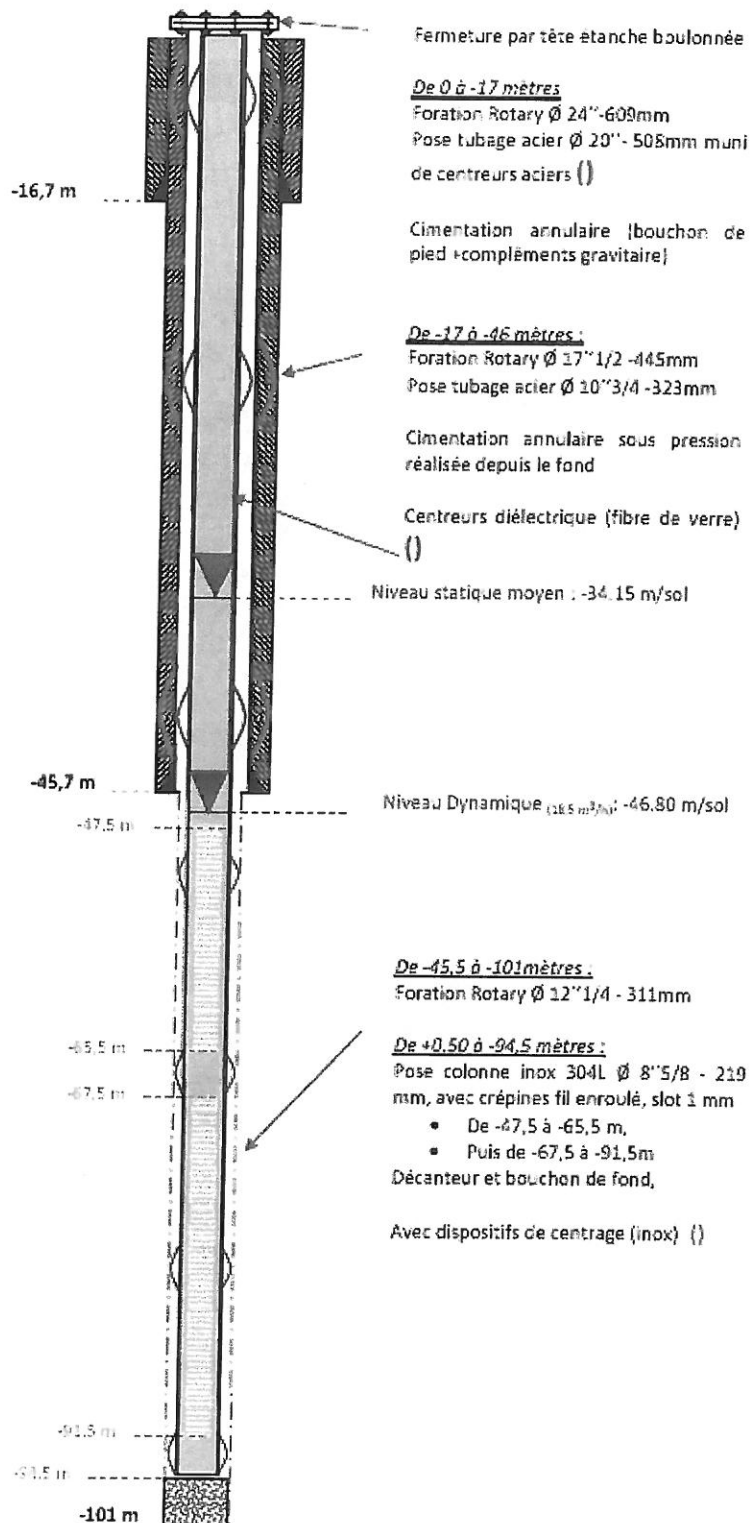
## ANNEXE 2 : Plan de situation



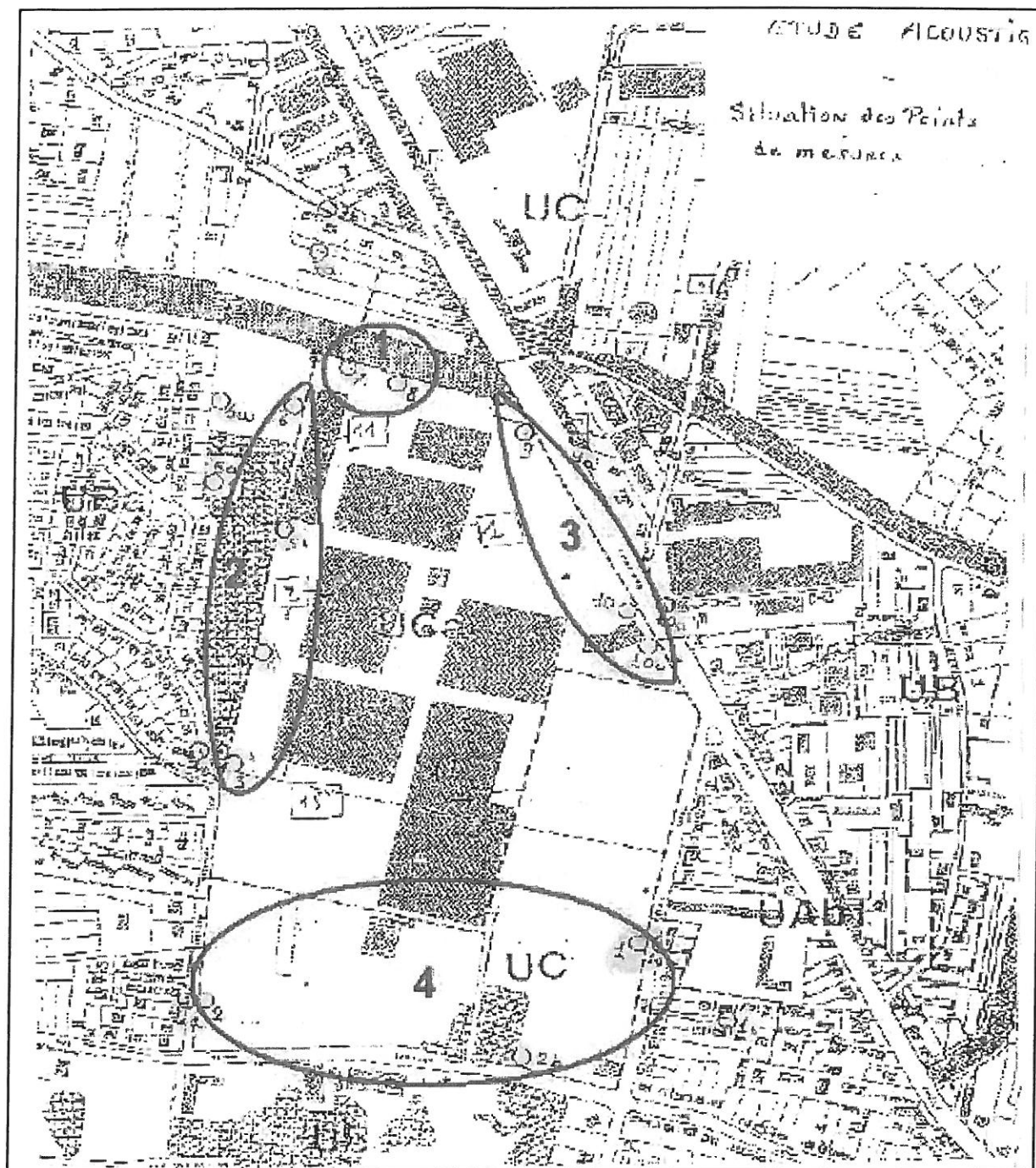
**ANNEXE 3 : Implantation du nouveau forage**



#### ANNEXE 4 : Coupe du nouveau forage



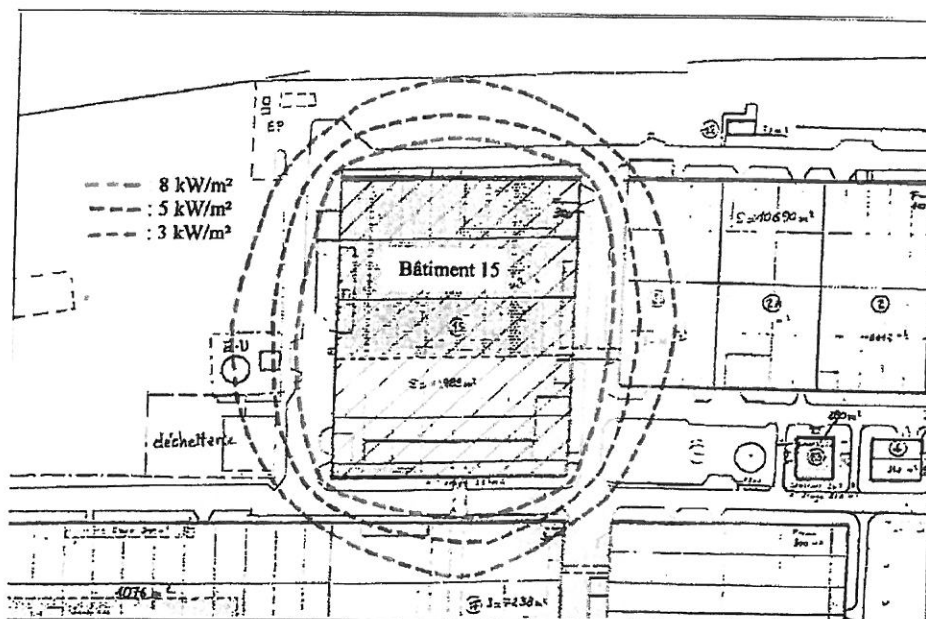
**ANNEXE 5 : Mesures des émissions sonores**



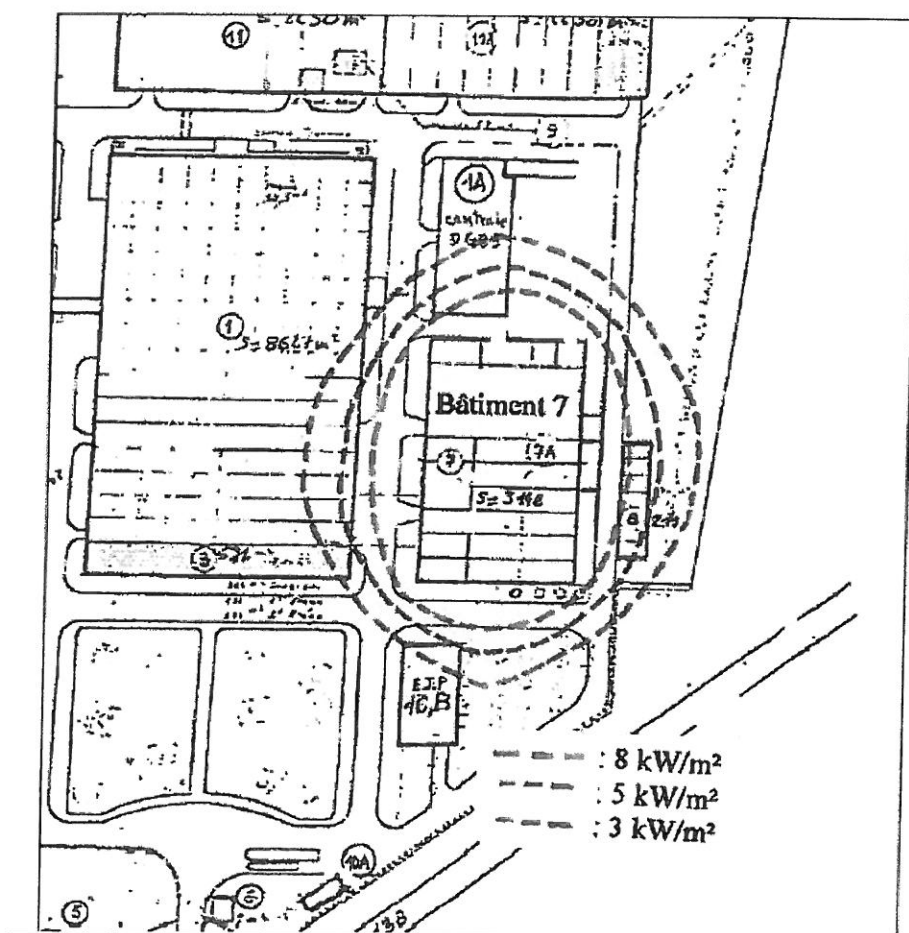


## ANNEXE 6 : Flux thermiques générés en cas d'incendie

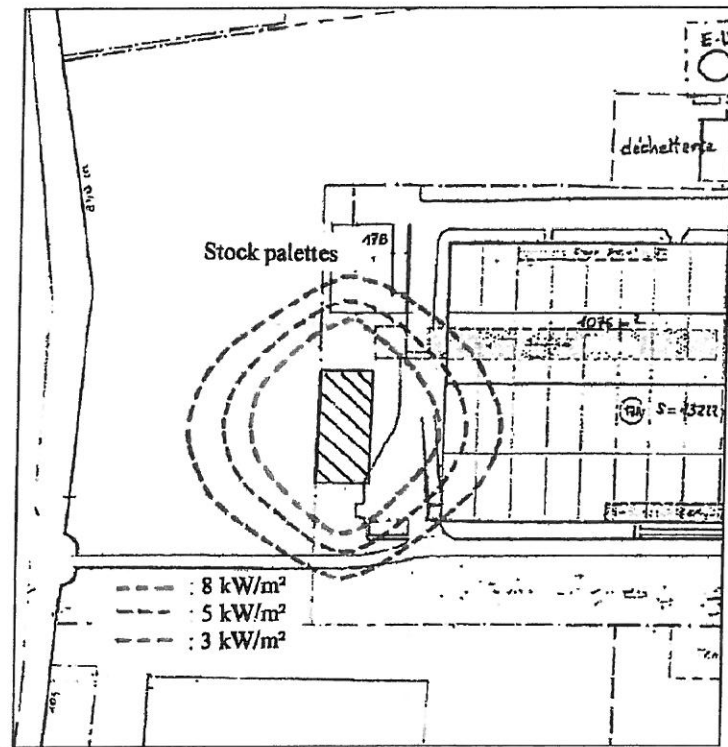
### Bâtiment 15



### Bâtiment 7



### Stock palettes



### Stockage emballages, bois, cartons

